

POUR LE 32^e ANNIVERSAIRE D'OCTOBRE 1917 ET POUR LA DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION YOUGOSLAVE

TOUS AU MEETING DU P. C. I. LE 7 NOVEMBRE à 20 heures 30, Grande Salle des Sociétés, Savanes, 28, rue Serpente, Métro : Odéon

1^{re} Quinzaine de Novembre

"PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS"

N° 241 — 10 francs

BAS LES PATTES DEVANT

LA YOUGOSLAVIE

Mouvements de troupes russes à la frontière yougoslave. « Des unités militaires soviétiques traversent la Roumanie et s'installent en Hongrie. Mobilisation des unités mil-

la Yougoslavie pas avant que l'U. R. S. S. ne déclare à quelles concessions elle est prête dans les Balkans. » Truman est cher, mais Staline est prêt à y mettre le prix.



itaires et policières roumaines. En Hongrie, ainsi qu'en Roumanie, parallèlement aux mouvements démonstratifs des troupes soviétiques, on procède à la mise en place de l'armée et de la police, on creuse des tranchées et on pose des fils de fer barbelés.

« Au début de septembre, le maréchal Boulganine s'est rendu en Bulgarie avec un groupe d'officiers soviétiques. On y construit des casernes, des postes de gardes, des fortifications, des tranchées aux frontières.

De même en Albanie. En même temps, les provocations armées, les violations de frontières, les meurtres de gardes-frontières yougoslaves, — tel le garde Mitar Vojnovitch tué le 7 octobre dans une embuscade par des soldats albanais, — les démonstrations de troupe se multiplient.

Au même moment, le Congrès des « Partisans de la Paix (7) » exclut de son sein le Comité yougoslave.

Le blocus de la Yougoslavie par l'U.R.S.S. et ses satellites est appliqué avec rigueur dans l'espoir que la Yougoslavie sera contrainte de se livrer à l'impérialisme. Staline pend à Budapest, arrête les communistes à Prague, prépare partout de nouveaux procès, mieux organisés que celui de Budapest. Staline chasse les ambassadeurs yougoslaves. Ces procédés criminels, empruntés directement à l'impérialisme, montrent tout d'abord la défense de l'U.R.S.S.

Président-ils à une intervention militaire?

Il n'est plus possible aujourd'hui d'écarter cette éventualité. Certes, les bases de départ (Hongrie, Bulgarie, Albanie) ne sont pas très sûres; certes, les conséquences d'une agression peuvent être très graves dans un grand nombre de partis communistes. Mais Staline a besoin d'en finir avec la Yougoslavie qui s'obstine dans sa lutte d'indépendance à l'égard de Moscou et de Washington. L'impérialisme critique dans les différents Partis Communistes.

Orchestrée par un déchaînement plus grand de colonialisme, l'intervention pourrait se faire selon le schéma éprouvé: une poignée de partisans communistes se manifestent d'abord, appuyée par des troupes russes, et constituant une espèce de gouvernement Bao-Dai. En même temps, quelques centaines de terroristes, présentés comme une révolte des masses yougoslaves contre la ligne Tito, serviraient de justification à une intervention armée plus ouverte.

Bien entendu, une telle action ne serait entreprise que sur la base d'un marchandage avec l'impérialisme, un nouvel accord de Yalta. Truman est tout prêt à conclure le marché dès que l'offre de Staline lui paraîtra satisfaisante. « On estime certain, écrivait récemment le New-York Times, que les U.S.A. n'envisageront la question relative au retrait du soutien à

L'impérialisme ne se contente d'ailleurs ni de comploter les coups, ni d'observer.

L'IMPÉRIALISME ET LE KREMLIN FRAPPENT LES MILITANTS OUVRIERS

L'impérialisme « démocratique » de Truman a condamné les dirigeants du Parti Communiste Américain à cinq années d'emprisonnement.

Notre Parti, qui adressa la quinzaine dernière une véhémement protestation à l'Ambassadeur américain à Paris, « lève à nouveau contre les mesures arbitraires et anti-démocratiques du gouvernement des banquiers de Wall-Street.

Mais Truman n'est pas le seul à pourchasser les militants ouvriers.

En Grèce, Tsalderis fait emprisonner et assassiner les partisans par centaines.

A Madagascar, les prisons sont pleines des victimes de l'impérialisme français.

En France même les poursuites ont commencé contre la presse ouvrière et certains dirigeants du P.C.F.

Mais Staline n'est pas en reste sur l'impérialisme pour traquer et assassiner les militants ouvriers. Il y a peu de temps, les principaux accusés du procès Rajk ont été pendus et de nouveaux crimes se préparent dans les pays de « démocratie populaire ».

Contre la répression et la terreur que font régner de par le monde l'impérialisme et les bureaucraties staliniennes, notre voix s'est pas seule à s'élever.

Le Comité Central de la Ligue des Droits de l'Homme, tenu le 17 octobre 1949, n'adopté une résolution dont voici les passages essentiels:

« La Ligue des Droits de l'Homme n'a pas échappé à l'attention générale soulevée par le procès intenté en Hongrie à l'ancien ministre Rajk et à ses coaccusés, et qui s'est terminé par leur condamnation.

Dans le même temps, en Grèce, les condamnations capitales se multiplient et les exécutions se succèdent en vue de réduire toute opposition au régime, alors qu'aux Etats-Unis, les procès des communistes, poursuivis pour s'être organisés en parti non-légitime par la loi, s'est terminé par la condamnation des accusés.

Signalons aussi la protestation, à propos de l'affaire Rajk, de Michel Karolyi, ancien Président de la République hongroise et tout récemment ministre, ministre de Hongrie à Paris, qui déclara entre autres: « Je demande solennellement au gouvernement hongrois d'ordonner la révision du procès. Je le demande avec d'autant plus de force que je suis convaincu que le crime judiciaire qu'on commettrait en exécutant le verdict, serait de toute façon dévoué.

De leur côté, les « Anciens Combattants et Victimes des guerres groupés dans « l'Union Alsacienne », se sont également élevés à propos du procès Rajk à contre des condamnations qui pourraient être dictées sous l'influence d'intérêts étrangers au peuple hongrois ».

Seule la lutte du prolétariat mondial pour la révolution et le socialisme mettra un terme aux crimes de l'impérialisme et à ceux de Staline.

BIDAULT - LA - MISÈRE REVIENT

A bourgeoisie à un gouvernement. Avec M. Pétache, l'homme qui dit toujours non aux travailleurs, avec MM. Plevin et Jacquinet, que recommande une longue fidélité aux traités, avec René Mayer, du Groupe Rotschild, l'armateur Chastellain et le « Directeur de Sociétés » Ribeyre, ne doit-il pas être digne de sa confiance? Certes, il a fallu prendre les socialistes « l'arithmétique parlementaire » et oblige. Mais l'habitude de capitulation de ces derniers est connue. Le gouvernement avec Pétache et Queuille, mais sans Daniel Mayer, n'en est-il pas par sa composition même, une nouvelle? Leur Comité Directeur y était opposé. Mais ce qui décide à la S.F.I.O., c'est M. Blum, cet homme qui, sans pouvoir, dispose de beaucoup d'autorité, ce sont les députés, plus préoccupés de leur place que du sort des travailleurs et de l'avenir de leur Parti. Car, la menace de la dissolution continuera à planer sur cette Chambre: « Frères, a dit Paul Reynaud, il faut mourir. Survivre, c'est, sans concession, faire la politique des traîtres.

M. Bidault avait trouvé un bon agent électoral. Rien ne le signalait particulièrement aux suffrages de ses pairs: avec la prudence du serpent et la timidité de la colombe que lui conseillent ses chères Ecritures, il n'avait abordé réellement aucun des problèmes qui divisent sa « majorité ». Et de fait, rien n'est réglé. La crise parlementaire se poursuivra avec les aspects de crise politique fondamentale du régime.

A cela, la bourgeoisie a sa réponse: une nouvelle loi électorale qui, par les traficotages, les maquignonnages du second tour, assurera une prédominance parlementaire de la réaction, une vraie « majorité », une « majorité » qui passera résolument aux mesures anti-ouvrières, une « majorité » de l'Etat fort.

Quelle sera la réponse des travailleurs? Le peu qu'ils savent des plans de M. Bidault, c'est que: la guerre impérialiste avec ses morts et ses crédits de guerre se poursuivra au Viet-Nam;

SOLDATS et DOCKERS contre la GUERRE du VIET-NAM

A la presse a communiqué ces jours derniers que « trois soldats envoyés en combat au Viet-Nam ont demandé renforts pour le corps expéditionnaire d'Indochine, sont actuellement isolés, en prévention de conseil de guerre, « Mots: ont refusé de partir. »

La bourgeoisie n'épargne même pas ceux dont elle se sert pour assurer l'ordre. C'est ainsi que trois gardes républicains qui avaient refusé de partir pour le Viet-Nam, ont été condamnés le 20 octobre par le Tribunal militaire de Paris, respectivement à 18 mois, 18 mois et un an de prison.

Mais les travailleurs poursuivent leur action contre la guerre de brigandage du Viet-Nam. C'est ainsi que « les dockers de Marseille ont décidé de ne plus charger de munitions, d'armes et de matériel de guerre à destination de l'Indochine à partir DU 2 NOVEMBRE et d'appeler toutes les organisations syndicales à se joindre à eux ». Un premier mouvement a eu lieu sur le cargo Montblanc.

Et ceux de La Rochelle, au cours d'une Assemblée générale qui a été tenue le 25 octobre, se sont aussi engagés à lutter efficacement pour la défense de la paix, notamment en s'opposant au chargement de matériel militaire pour la guerre d'Indochine et de tout déchargement de matériel de guerre dans le port de La Pallice.

Toute la classe ouvrière doit manifester sa solidarité à de telles actions. Une grande campagne doit être engagée par les milliers de travailleurs que compte le pays, afin que l'action engagée par les dockers puisse être efficace.

le droit de grève des fonctionnaires subira de sérieuses atteintes; la prime qu'on leur donnera sera unique, limitée à un seul mois, qu'il ne faudra pas qu'ils y reviennent. C'est la prime « d'attente », « Attente de quoi? », a répondu Paul Reynaud, qui préfère que l'on passe aux mesures de force contre les travailleurs aujourd'hui, plutôt que demain. « Attente de quoi », redient les travailleurs. De la baisse? La plaisanterie a perdu tout sel. Ou bien attende que les directions ouvrières aient un peu plus démoralisé les travailleurs, que soient préparées les conditions du passage à l'Etat fort.

Les travailleurs n'ont rien à attendre de ce que gouvernement bourgeois que ce soit, sinon la misère et au bout, la dictature et la guerre.

FAIRE « PRESSION »

Un autre gouvernement? Les dirigeants staliniens proposent un « gouvernement d'union démocratique ». Si

l'on commence à savoir ce qu'il n'est pas (un gouvernement avec Moch et Schuman), il est toujours malaisé de MARIN. (Suite page 4)

ORGANISEZ et IMPOSEZ L'UNITÉ D'ACTION

Dans le monde syndical, une campagne est enfin ouverte pour l'unité d'action ouvrière. Nous n'avons cessé de combattre pour qu'elle se réalise depuis que les échecs ouvriers de 1917, de 1918 et la scission syndicale, en défilant devant les travailleurs, ont permis au patronat, à son Etat et à ses gouvernements d'ouvrir une offensive contre le niveau de vie et les libertés ouvrières. Aujourd'hui, nous nous félicitons du premier pas que constitue cette unité d'action et nous espérons que jamais pour que d'autres pas soient faits et que l'unité d'action et

soient faits et que l'unité d'action et (Suite page 4)

Une enquête de « La Vérité »

EN FRANCE AUSSI LE COLONIALISME RÈGNE... POUR LES NORD-AFRICAINS

Une déclaration de Mostefaï Chouki (Président de la Fédération de France du M. T. L. D.)

« Je tout tout mettre en œuvre pour empêcher que se réalise le plan colonialiste de division entre travailleurs français et nord-africains. Il n'est que trop visible que l'on cherche à voler les Nord-Africains en France de manière à les dresser contre les travailleurs français et vice-versa. Déjà l'on nous signale l'enrôlement de Nord-Africains dans les troupes de choc du R.P.F.

Aux ignobles campagnes de presse xénophobe tendant à faire représenter l'émigré nord-africain comme le centre nourricier du banditisme et du gangstérisme, « LA VÉRITÉ » entend riposter en montrant les conditions d'existence véritable des travailleurs nord-africains dans leur hideuse réalité. Nous indiquerons comment, par système, on en fait des délinquants, comment on les condamne littéralement à la famine quand

on ne les soumet pas à des travaux ruineux à coup sûr leur santé à bref délai.

Nous verrons que le colonialisme, le racisme adossés à ceux de la France même sur cette « terre de liberté ». Pour débiter notre enquête sur la vie des travailleurs nord-africains en France, nous sommes allés interroger les dirigeants du Mouvement national algérien. Le Docteur Mostefaï Chouki, délégué à l'Assemblée Algérienne, nous remit la déclaration que voici que nous publions bien volontiers.

Nous invitons les travailleurs nord-africains à collaborer à notre enquête en nous faisant part de leurs doléances, des difficultés de toutes sortes auxquelles ils se heurtent à tout instant. Qu'ils nous écrivent nombreux. « La Vérité » leur fera bon accueil, elle sera leur porte-parole.

A. DURET.

Nous remercions « La Vérité » de nous avoir demandé notre avis sur la situation de nos compatriotes, ainsi que les quotidiens et hebdomadaires qui s'éloignent des chemins faciles de la démagogie anti-coloniale ou anti-arabe, de tenter d'éclairer objectivement une opinion publique dont il faut manifestement recueillir les éléments d'appréciation sur la qualité du Nord-Africain en tant qu'homme ou travailleur, ces éléments étant jusqu'ici fournis soit par une propagande intéressée, soit par un égoïsme préjugés que la situation et l'aspect généralement misérables de nos compatriotes ont tendance à enraciner.

Mais le Français moyen qui a été abreuvé pendant près de deux mois d'une littérature de dénigrement systématique de l'Algérie qui apparaît dans sa forme générique comme un être essentiellement dégradé, voleur, gangster, agresseur, ce Français moyen s'est-il interrogé: 1° sur l'origine véritable du déshonneur anti-algérien de la presse réactionnaire; 2° sur la raison de l'émigration massive; 3° sur les remèdes éventuels à une situation vraiment dramatique de nos compatriotes?

Nous voulons bien le croire. Cependant, il nous semble utile d'y ajouter quelques observations.

Une remarque s'est imposée à nous: c'est l'ensemble parfait avec lequel un certain nombre de quotidiens ont exécuté la manœuvre; ils ont édicte d'imaginer pareille harmonie sans évoquer l'ombre d'un chef d'orchestre très peu clandestin d'ailleurs. L'occasion était excellente pour aller pour créer un sentiment de sympathie chez l'ouvrier français, plus réceptif à ce genre d'excitation dans la période actuelle de pré-crise. De toutes façons, ce sont là des raisons insuffisantes à nos yeux et indignes de journalistes conscients de leur véritable rôle.

La crise d'hystérie s'est calmée. La campagne de presse s'est apaisée, à part quelques sobresauts. Il serait bon de demander à ces indélicates algériens ce qu'ils sont venus faire. Ils nous répondaient que chez eux, ils sont devenus des parias, des sous-prolétaires, que le colon les paye 90 francs pour une journée de travail de 14 heures, que le gendarme ou le garde-champêtre leur inflige une amende de 10.000 francs parce que leur âne a choisi de marcher à gauche sur une route

à peine carrossable, que le caid leur soustraie 5.000 francs pour l'obtention d'une quelconque pièce d'identité, que l'administrateur ou le commissaire de police leur inflige trois mois de prison ferme pour « pensée nuisant à la souveraineté française » qu'il est renvoyé de son administration, de son usine ou de son chantier lorsqu'un moucharab dénonce comme nationaliste, que... enfin que la vie était devenue intenable en Algérie, qu'il était réduit au traque défilé de laisser mourir son fils ou sa femme ou s'expatrier, que le caid lui faisait toutes les heures pour partir en France, car l'administration veut éloigner le jeune et le mécontent, que la Compagnie d'aviation lui fait payer quelque 5.000 francs pour un voyage Alger-Paris (ce demandons pas à ces Compagnies de quelles aides elles bénéficient pour équilibrer leur budget), qu'arrivé en France le bureau d'emboucha lui ferme la porte au nez parce que le patron ne veut pas d'Algériens; que désespéré, il est harassé, déguilletté, donnant de l'Algérien l'image de la déchéance lui, cet homme qui a cette noble mais vaine prétention de gagner son pain à la force de ses bras, de s'élever au niveau de la dignité humaine par son propre effort; que, par exemple, pour des manquements sur ce et nationalités il n'est sera nourri, hébergé dans un des foyers nord-africains, ou s'enlève dans les groupes de choc du R.P.F. qui lui procurera travail, argent de poche et revolver pour « taper sur les nationalistes ».

Voilà en quelques mots une esquisse tracée de la situation de nos frères. Quant aux moyens d'y remédier, nous pensons fermement que, si des mesures sociales et justes étaient appliquées au travailleur nord-africain, ce dernier pourrait à sa peine, seule réforme de structure lui permettant de confesser sa propre loi, sa propre sécurité sociale, sa propre exploitation de ses richesses et répartition de ses bénéfices, lui assurer les moyens d'une vie réellement digne. Mostefaï CHOUKI.

18 Novembre à la GRANDE FÊTE de « LA VÉRITÉ » (Voir Programme page 2)

OCTOBRE 1917

La portée internationale du pouvoir des Soviets

Le 25 Octobre 1917 (7 Novembre du calendrier grégorien) est le plus grand et le plus glorieux anniversaire que le prolétariat mondial ait à célébrer. La prise du pouvoir par le prolétariat en Octobre 1917 est d'abord une aube resplendissante. La classe ouvrière avait, avant cette date, livré de magnifiques combats. Elle devait et doit encore en livrer d'innombrables, les marquant tous de son héroïsme, de sa générosité, de sa pureté, de sa foi en son destin de défenseur de l'avenir

humain. Mais avant Octobre, puis dans les combats qui suivirent, contre la barbarie de la société capitaliste et de ses sous-produits, le drapeau rouge qui flottait sur les rangs ouvriers était teint du sang de leur martyr. Octobre est avant tout, la première grande et complète victoire pas qu'il de toutes ses forces s'élança au secours de SA révolution commencée en Russie. La preuve était faite là-bas que la libération sociale n'était pas un rêve utopique, mais une tâche réalisable.

La grande leçon d'Octobre, sa portée internationale large, selon le terme de Lénine, contient plusieurs leçons précises, léguées aux générations de révolutionnaires. Parmi celles-ci, Lénine dégageait tout d'abord « la portée internationale (au sens étroit du mot, c'est-à-dire la répétition historique de ce qui s'est passé chez nous) du pouvoir des soviets et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolcheviques ».

Les Soviets : organes du pouvoir prolétarien

Les Soviets apparurent spontanément dès les premiers pas de la Révolution de février 1917, faisant revivre l'expérience de la Révolution de 1905. Dès avril 1917, Lénine en donnait la définition suivante: « Ce pouvoir est du même type que la Commune de Paris de 1871. Voici les indices caractéristiques de ce type: 1° la source du pouvoir n'est pas dans la loi préalablement discutée et votée par un Parlement, mais dans l'initia-

tive venant d'en bas, directe et locale, des masses populaires dans un coup de force » nous employer une expression courante, 2° La police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple entier; sous ce pouvoir, ce sont les ouvriers et les paysans armés eux-mêmes, et le peuple en armes lui-même qui maintient l'ordre dans l'Etat. 3° Le corps des fonctionnaires, la bureaucratie, sont

eux aussi remplacés par le pouvoir direct du peuple lui-même, ou du moins placés sous un contrôle spécial; ils deviennent non seulement de simples mandataires élus, mais ils sont encore révocables à la première demande du peuple. De corps privilégiés jaloux de honnes « sinécures » à traitements élevés, bourgeois, ils deviennent des ouvriers d'une armée spéciale dont les traitements ne sont pas supérieurs au salaire habituel d'un bon ouvrier. »

De Février à Octobre

leur impuissance cherchait un appui sur la bourgeoisie belliciste. Celle-ci, soutenue par les bourgeoisies alliées, française et anglaise, exigea au contraire une offensive militaire. Les phrases pouvaient duper les Soviets un moment. Mais les tranchées ne pouvaient attendre, elles ne se payaient pas de phrase et leur propre langage était rude.

Les masses travailleuses avaient donné le pouvoir à la petite bourgeoisie dont la démagogie est la première force. Contrairement à une opinion courante, la démagogie n'est pas un moteur de l'Histoire. Là où les problèmes brûlants devaient être résolus vite, les discours furent un faible écran dressé devant la compréhension politique des masses. Pour dresser un mur entre les ouvriers et les paysans en marche et la minorité bolchevique déployant son programme irréductible, la colonie fut mise en œuvre.

Pourtant, dans les premiers mois de la Révolution, les Soviets ne réalisaient pas complètement ces caractères, parce qu'en face d'eux se dressaient encore un Gouvernement bourgeois. Parce que les Soviets constituaient un second pouvoir, antagoniste de celui des représentants du Capital soutenus par les dirigeants ouvriers eux-mêmes.

L'armée et la paysannerie avaient été appelées à envoyer des représentants aux Soviets avant que leur conscience politique ne se soit élevée jusqu'au niveau des événements de la Révolution pourvuient son essor. Ceux qu'ils envoyèrent pour les représenter ne pouvaient être que les médecins, avocats, journalistes et ingénieurs qu'ils jugeaient plus capables qu'eux-mêmes de traduire leurs sentiments politiques.

Parallèlement à la répression anti-ouvrière à Pétrograd, le Gouvernement avait mené la répression contre les paysans qui, d'attendre, s'emparaient de la terre. Cette politique rangea la paysannerie derrière les bolcheviques.

« C'est précisément, écrit Trotsky, dans la lutte contre le soulèvement de Kornilov que les organisations soviétiques, au front comme à l'arrière, manifestèrent partout leur vitalité et leur puissance. De bataille véritable, il n'y en a eu presque nulle part. La masse révolutionnaire balaya complètement la poussée du général. »

Le même jour commença l'offensive militaire bientôt transformée en déroute, aggravant toute la situation de la Russie.

Si les Partis ouvriers petits bourgeois, portés au pouvoir par la Révolution, étaient remplis de la plus grande méfiance à l'égard du peuple révolutionnaire et recherchaient fébrilement la coalition avec les partis bourgeois, la minorité bolchevique ne craignait pas au contraire de réclamer tout le pouvoir pour les Soviets ou dominait ses adversaires. C'est que les bolcheviques ne doutaient pas un moment de la capacité des masses à aller jusqu'au bout des tâches posées devant elles par leur soulèvement. Tout montra que cette confiance était justifiée. Dès juillet 1917, l'indignation contre la politique de coalition des « socialistes révolutionnaires » et des menchevics porta les ou-

vrieres de Pétrograd à des démonstrations exigeant de leurs dirigeants un changement radical de politique. Ces derniers achevèrent leur œuvre en trouvant, pour la dernière fois, des troupes encore capables pour un mois de réprimer le mouvement ouvrier, et des forces pour emprisonner les dirigeants ouvriers traités permis au général Kornilov de tenter une liquidation militaire décisive de la Révolution.

« Parallèlement à la répression anti-ouvrière à Pétrograd, le Gouvernement avait mené la répression contre les paysans qui, d'attendre, s'emparaient de la terre. Cette politique rangea la paysannerie derrière les bolcheviques.

L'Appel aux masses contre Kornilov légalisa à nouveau le Parti bolchevique. Une nouvelle période de la Révolution commença. L'un après l'autre, les Soviets passèrent au camp des bolcheviques et d'abord celui de Pétrograd. Il ne s'agissait plus pour eux d'exiger la remise du pouvoir à des Soviets où ils étaient en minorité, mais de lutter pour la prise du pouvoir par les Soviets dont ils se trouvaient portés à la direction.

La préparation de la prise du pouvoir en Octobre coïncida logiquement avec la convocation du second Congrès des Soviets ouvriers et paysans de Russie.

Aussi se réalisa en Octobre 1917 la fusion intime d'un gigantesque mouvement de masses spontanément organisé dans les Soviets et du Parti prolétarien révolutionnaire en qui vivait le socialisme scientifique et l'expérience de l'avant-garde.

Par la destruction des derniers vestiges de l'Etat bourgeois, le pouvoir soviétique allait dépasser les premières réalisations de la Commune de Paris et réaliser complètement le pouvoir ouvrier du type défini par Lénine, dans l'article cité plus haut.

Le Stalinisme est la contradiction d'Octobre

Le stalinisme est la contre-révolution cachant ses crimes derrière le drapeau de la vérité et de l'émancipation sociale. La bourgeoisie mondiale ne plait à entrer dans ce jeu pour écarter de l'étendard d'Octobre le prolétariat qui cherche sa route.

Mais l'avant-garde ne s'égarrera pas dans les fondrières des « nouvelles voies » originales. Une nouvelle fois, le prolétariat reconstruira des Soviets et encore une fois aucun mur ne pourra être élevé entre lui et la minorité bolchevique d'aujourd'hui: les militants de la IV^e Internationale. Les travailleurs reconnaîtront le Parti prolétarien révolutionnaire dont ils ont besoin à la pierre de touche de son attitude envers leurs Comités, envers la démocratie ouvrière en général. L'enseignement d'Octobre sur la valeur internationale du pouvoir des Soviets ne sera pas perdu.

M. MAURIN.

GRANDE FÊTE

DU 20^e ANNIVERSAIRE DE " LA VÉRITÉ "

Le 18 Novembre à 20 h. 30, à la Mutualité

au Programme :

Raymond BUSSIÈRE - Annette POIVRE
Roger PIGAULT - Suzanne GIRARD
YVES DENIAUD

Le groupe " Jeune Garde " dans un sketch inédit
" LE PROCÈS DE PARIS "

La chorale du Mouvement Laïque
des Auberges de la Jeunesse

DEMANDEZ des INVITATIONS DANS NOS PERMANENCES et à nos VENDEURS

Pour les 900 abonnés L'Ardèche et la Région Parisienne donnent l'exemple

Tous les résultats du mois d'octobre ne nous sont pas encore parvenus. Mais déjà nous pouvons annoncer que nos camarades de l'Ardèche ont réalisé leur quota à 100 pour 100 pour le mois d'octobre; la Région Parisienne suit avec 60 %, seulement et Brest avec 50 %. Mais les autres régions sont fort loin derrière. Et cependant, pour que le budget de votre journal soit équilibré, il ne suffit pas que les 900 abonnements soient réalisés en fin de campagne, mais encore il est nécessaire que le quota soit atteint à 100 pour 100 chaque mois.

Il est donc indispensable que les abonnements réalisés nous soient adressés sans tarder et que les régions qui n'ont pas encore démarré s'y mettent sérieusement et rattrapent leur retard.

Prenez exemple sur vos camarades de l'Ardèche et aussi sur les nombreux camarades isolés de Province qui, eux aussi, ont réalisé le quota prévu.

Pour que notre VÉRITÉ vive et se développe, au travail sans tarder!

L'ADMINISTRATEUR.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS
La permanence se tient désormais les samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre. Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

Cellule Chaouson.
Tous les mercredis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Asnières (Salle 2).

Cellule Banlieue-Sud.
La VÉRITÉ est vendue le dimanche matin, chaque quinzaine, au Marché de la Butte-rouge (Chatenay) et de la Cité (Plessis-Robinson).

BREST
Jean Leostic, Isai, 12, Petit-Paris.

QUIMPER
Ecrire à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper.

NANTES
La VÉRITÉ est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.I.

DOUA-FENAIN
Café Leseq, place Saint-Wast, les 2^e et 4^e dimanche de chaque mois, de 10 heures à 11 heures.

HELLEMMES
Victor, 53, rue Dordin, tous les jours de 19 heures à 20 h. 30.

SAINT-ETIENNE
Le samedi de 18 heures à 19 heures, Café Beset, place du Peuple.

MONTPELLIER
S'adresser à Maurice Buisson, 2, rue Saint-Catherine, Montpellier.

Nouvelles arrestations massives de travailleurs viet-namiens

Un nouveau, les travailleurs vietnamiens en France sont frappés par la répression. Nous joignons notre protestation à celle de la Délégation Générale des Travailleurs vietnamiens qui nous a fait tenir le communiqué que voici. Nous invitons les travailleurs à manifester dans leurs entreprises et leurs Syndicats leur solidarité à l'égard des camarades vietnamiens.

Dans les nuits du 26 au 27 et du 28 octobre, des forces de police ont de nouveau encerclé les camps des travailleurs vietnamiens, notamment à Lyon, Villeurbanne, Montagny, Tarare, Pont-de-Clais, Roanne, Dunferm, Juvincourt, Epinal, Orléansville, Sarcelles, Marseille, etc., perquisitionnant avec la complicité des agents de la D.T.I. (une Direction colonialiste s'occupant des travailleurs vietnamiens) et arrêtaient arbitrairement des centaines de travailleurs vietnamiens, les emmenant vers une destination inconnue.

Ces arrestations font suite à une série d'autres qui ont eu lieu depuis le début de 1948. Des milliers de travailleurs vietnamiens ont été ainsi transférés dans des camps de concentration au Viet-Nam. Ces agissements démontrent une fois de plus la politique réactionnaire du Gouvernement français qui ne recule devant aucun crime dans sa tentative de rétablir le colonialisme au Viet-Nam.

La Délégation des Travailleurs Vietnamiens.

Bulletin d'abonnement

Je déclare souscrire un abonnement d'un an (24 numéros): 200 francs ou de 6 mois (12 numéros): 100 francs à « La Vérité ».

Nom..... Prénoms.....

Adresse.....

A adresser à « La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (14^e). C.C.P. Mille Picard, 5660-38 Paris

Le gerant: Julia Imp. spec. de "La Vérité"

La crise du P. C. F. Je crois en toi...

Le discours de Thorez au Comité Central (7 octobre) a révélé, comme nous l'avons montré dans notre précédent article, l'ampleur de la crise du P.C.F. prise du contact avec les larges masses, devenues à la base sur la politique suivie, découragement de nombreux militants, acceptation de cet état de fait jusque dans les rangs du Comité central. Diverses mesures sont prises par la direction du P.C.F. pour remonter la pente sans faire de tournants dangereux — car Moscou n'a pas changé de ligne. La plus importante de ces mesures consiste dans un vaste renouvellement des responsables des organismes de base et moyens. Les vieux qui « n'ont plus la flamme », c'est-à-dire qui au fond d'eux-mêmes ont des doutes sur la « juste politique », doivent être remplacés par des jeunes qui surtout en raison de leur ignorance des années passées, sont beaucoup plus maniables pour la direction du P.C.F. Mais on ne peut occuper un poste de direction, si modeste soit-il, sans le bagage politique minimum qui permette de comprendre la ligne du C.C. afin de l'appliquer. Et la connaissance de l'histoire des idées des militants acquiert un certain nombre de notions politiques, ils tendent à avoir l'esprit critique.

Dans l'Humanité du 22 octobre, ce problème de l'éducation des cadres a été traité par un nommé Servin, une nouvelle étoile qui s'élève dans la nuit stalinienne. Il commence par raconter une histoire sur la section de Vincennes qui a confié la responsabilité de l'éducation à un ex-pétainiste, parce que celui-ci avait « une bonne instruction secondaire et la parole facile ». De là, il généralise: « Trop souvent, on ne confie le travail d'éducation à un instituteur ou à un professeur ou à un ingénieur ou à un ouvrier ou à un ouvrier... Or, il faut, ajoute Servin, des camarades liés aux masses et enracinés dans la classe ouvrière ». Il est impossible de voir le rapport entre ces deux idées: le mouvement ouvrier de France a une longue tradition d'instituteurs et de professeurs liés aux masses, enracinés dans la classe; c'était même vraiment une commode de réaliser ce lien en étant membre du P.C.

Mais voici à quoi Servin voulait en venir: « Dans certaines cellules et sections, nous avons à la direction des coupures de cheveux en quatre qui, sous prétexte d'avoir « leur liberté de jugement, sont toujours prêts à tendre une oreille favorable aux colonnes que l'ennemi déverse sur nos dirigeants... jugeant « qu'il faut bien s'informer à toutes les sources ».

Le résultat d'un tel état d'esprit de militants qui se trouvent pas — comme l'écrivait Cassanova, dans les « Responsabilités de l'Intellectuel communiste » — qu'il « y a toujours quelque chose de ridicule dans cette façon qu'on a certains camarades de sommer le parti d'avoir à produire ses raisons », c'est qu'il y a quelques membres du P.C.F. qui « sont partis » en vacances » en Yougoslavie récemment et qui « ont eu un grand succès » (Servin). En quoi ce voyage en Yougoslavie est-il un obstacle à la liaison avec les masses? En quoi risque-t-il « de former des pédiants »? Là aussi, nul ne peut voir la moindre liaison logique. Mais ce Servin finit par expliquer:

« Nous avons à l'esoin de camarades ayant la confiance la plus absolue en l'U.R.S.S. et en Staline. »

Dans la sainte Eglise catholique, apotérique et romaine, il ne suffit pas de croire aux Evangiles, il faut reconnaître l'infaillibilité du pape dans leur interprétation et dans leur explication, si on ne veut pas être coupable d'hérésie.

Je crois en toi... La Yougoslavie est devenue un Etat fasciste... Rajk était un espion... puisque Staline l'a dit ou l'a fait dire par des voies autorisées.

Plus d'un militant du P.C.F. dans son for intérieur, ne croit plus aux messages et aux colonnes déversées par son parti, mais pense qu'étant attaqué de partout, en pleine lutte, il vaut mieux se taire. Etait-il vrai que cette attitude serve la classe ouvrière dans son combat de classe? Dans un article paru dans le Figure du 24 octobre, nous avons vu des intellectuels qui couvrent les infamies staliniennes, et tout en écrivait quelques sottises sur une « race spirituelle » haine par ces « maîtres slaves ou asiatiques », François Mauriac, l'écrivain catholique et anticommuniste, soudainement se laisse aller à un élan de franchise:

« Ne vous arrive-t-il pas, Pierre Courtade... d'imaginer ce que se passerait en France si les chefs du parti communiste résistaient courageusement les méthodes staliniennes, condamnaient l'infamie totalitaire, dénonçaient l'abjection de ces millions d'esclaves sur laquelle est fondé et s'élevait l'Empire des Soviets? Si vos chefs commoient cette « trahison », ils commoient une « crime », pouvez-vous, dit-il, de l'immortalité de l'âme, et chez nous et dans toute l'Europe et bien au-delà, s'éleverait toute la jeunesse ouvrière et intellectuelle si désorientée? Ne croyez-vous pas que vous verriez accourir vers vous l'élite spirituelle du monde? N'en doutez pas: vos ennemis de classe ont tout à gagner du stalinisme. »

Dans ces mots ne se dissimule aucune note de guerre; l'écrivain qui, dans ses livres, a souvent montré la décomposition de la classe ouvrière sait fort bien qu'il mène pour elle un combat perdu et sait aussi que si le capitalisme subsiste encore, c'est grâce au stalinisme qui repousse des millions de jeunes entre autre par son abjection. Les intellectuels sont attelés pendant longtemps tout seuls à cette tâche. Il est grand temps que s'y mettent tous ceux qui ont compris que le stalinisme entraine la classe ouvrière à de nouvelles défaites qui se transformeraient en une véritable catastrophe.

Pierre FRANK.

L'ILLUSOIRE COOPÉRATION EUROPÉENNE

Le 16 avril 1948, les représentants des pays bénéficiaires du Plan Marshall signaient, à Paris, la convention de coopération économique européenne.

L'O.E.C.E. (Organisation Européenne de Coopération Economique) était née. Elle devait permettre une meilleure répartition des crédits Marshall, le développement des économies européennes et l'amélioration de leurs échanges.

Mais les capitalistes européens ne tardèrent pas à montrer ce qu'ils voulaient faire de l'O.E.C.E.

C'est parce que « les ressources de l'Europe en dollars s'épuisent et que l'on après l'aval européen se voyait contraints de renoncer, en raison du manque de dollars, à importer du continent américain des denrées alimentaires et des matières premières essentielles » que les gouvernements d'Europe doivent s'orienter dans la voie de la coopération européenne, déclara M. Marjolin, Secrétaire général de l'O.E.C.E., en avril 1949.

Pour combler le déficit entre le continent américain et l'Europe qui, en 1948, devait s'élever à 8 milliards de dollars, les bourgeoisies européennes décidèrent donc d'intensifier la production, de stabiliser la monnaie, de développer les exportations, de réduire les importations, de développer les échanges entre pays européens.

Dans la plupart des pays d'Europe, le niveau de production a atteint et même quelquefois dépassé celui d'avant-guerre. La part du revenu national consacré aux investissements s'éleva dans certains pays à 20 et 30 %.

Beau résultat, en vérité. Mais résultait-il de l'essentiellement à l'aide américaine qui, ainsi que le déclara Marjolin, est aussi nécessaire à l'Europe qu'une béquille à un unijambiste ? Que les dollars cessent d'arriver et tout sera remis en question.

Mais atteindre le niveau de production d'avant-guerre ne signifie d'ailleurs pas produire à meilleur marché que ses autres concurrents, ce qui est cependant le but pour l'impérialisme de sauvegarder et d'étendre ses marchés. L'Europe est restée dans ce domaine du développement non de la production, mais de la productivité bien loin derrière l'Amérique (1 à 4).

Et en ce qui concerne l'organisation des échanges, rien n'a pu être réalisé par l'O.E.C.E. : les économies européennes sont restées des économies concurrentielles, aucun capitaliste n'a jamais renoncé à produire tel produit plutôt qu'un autre, les productions sont encore parallèles. C'est ainsi, par exemple, que la Belgique et la France fournissent des produits semblables à leurs marchés communs du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud, c'est ainsi que des laminiers sont en voie de construction en France et en Italie, alors que les bourgeois eux-mêmes disent aujourd'hui qu'on ne saura où trouver des débouchés pour les produits qui en sortent.

Le capitalisme est incapable d'organiser et de planifier la production d'une manière harmonieuse.

Au château de La Muette, M. Hoffman, délégué de l'Amérique, est venu imposer les directives de l'impérialisme

américain à l'O.E.C.E., à savoir ouverture du marché européen aux marchandises et aux capitaux yankees.

La crise s'étend aux U.S.A., le marché commence à être saturé, il faut le nouveaux débouchés.

Mais les capitalistes américains sont astucieux, ils se font les champions de « l'intégration européenne », c'est-à-dire qu'ils demandent l'abolition du système des contingents qui, depuis 1929, limitent d'une manière absolue les échanges entre pays européens (licences, contrôle des changes pour une meilleure coordination des économies européennes, etc.). Mais la liberté des échanges signifiera en fait l'écroulement des industries et des agricultures dont le niveau de productivité est le plus faible et la certitude d'une domination totale de l'économie américaine sur les économies européennes.

Et le chantage aux dollars fera céder les dernières résistances.

Est-ce à dire que nous soyons comme les staliniens contre l'aide américaine et pour l'indépendance nationale.

Nous sommes effectivement contre la mise en tutelle de l'économie européenne par les capitalistes américains comme nous étions hier contre la mise en tutelle de l'économie européenne par l'impérialisme allemand. Car l'une et l'autre signifient surexploitation pour les travailleurs déjà exploités par leurs bourgeoisies nationales.

Mais nous nous refusons à être les infirmiers du régime capitaliste agonisant sous ses contradictions. Pour les Thorez et Cie, il n'est qu'un seul souci : apporter le « meilleur plan de redressement » aux bourgeoisies européennes afin de soustraire celles-ci à l'influence américaine et les amener au compromis avec le Kremlin.

Pour nous, la lutte contre la domination du capitalisme américain est indissociable de la lutte pour le renversement de notre propre bourgeoisie et l'instauration du socialisme.

Pour sortir l'Europe du marasme dans lequel elle est plongée, il n'y a d'autre solution que l'édification des Etats Unis Socialistes Soviétiques d'Europe que la lutte révolutionnaire du prolétariat européen pourra seule imposer.

Michèle MESTRE.

Le prochain numéro de "La Vérité" paraîtra le 18 novembre 1949

SERVICE D'ÉDITION ET DE LIBRAIRIE 19, rue Daguerre (14^e) C.C.P. Corvin — Paris 6964-96

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (Thèses et résolutions du 1^{er} Congrès de l'I.C. 1919)..... 80 fr. LA SITUATION ECONOMIQUE 1949 (Rapports pour le 1^{er} Congrès du P.C.I.) (24 pages ronéotypées)..... 25 fr.

MOI DE ENTIER

A Londres, les peuples coloniaux proclament leur volonté d'abattre l'impérialisme

La presse française de toute opinion a fait un silence de mort sur le II^e Congrès International des Peuples contre l'impérialisme qui s'est tenu à Londres du 7 au 11 octobre 1949. Et pourtant étaient représentés les délégués des principales organisations nationales des colonies françaises et anglaises. Le M.T.L.D., l'Istiqal, la Délégation Générale des Travailleurs Vietnamiens, le Conseil National du Niger et du Cameroun Britannique, le Conseil National Malgache, le Mouvement National du Soudan Anglo-Egyptien, les Etudiants de l'Afrique de l'Ouest Britannique, la Ligue Africaine entre autres, le Parti Socialiste des Indes, les deux organisations trotskystes de Ceylan avaient envoyé leurs représentants.

Avant de donner un bref compte rendu des débats, il est indispensable de noter le caractère pour le moins particulier des informations de France-Trouve. L'envoyé spécial permanent de ce journal a, paraît-il, suivi le Congrès, et la seule conclusion politique qu'il en tire est que :

« Il faut signaler que les délégués des grandes organisations nationales de l'Union Française se sont élevés contre les critiques trop violentes formulées par certains délégués de l'Empire anglais contre la politique coloniale du gouvernement travailliste, surtout en ce qui concerne les colonies de l'Inde, du Pakistan, de l'Indonésie, de la Birmanie et de l'Ouganda perpétrées par le gouvernement travailliste pour le compte de l'impérialisme anglais. En réalité, et bien heureusement, il n'en fut rien. Les organisations nationalistes de l'Union Française ont simplement fait remarquer qu'une résolution devait comporter non seulement la condamnation des méthodes du gouvernement travailliste, mais également celles des gouvernements européens, hollandais, belge et français. C'est le délégué européen, représentant du journal hollandais De Vlamme, qui s'est élevé contre la résolution condamnant la politique coloniale du gouvernement travailliste dans les termes rapportés par France-Trouve et non les organisations nationales. Ce point d'histoire établi, il est bien évident que les débats furent autrement riches que ce qu'en a rapporté la presse. Nous nous bornerons à préciser les deux importantes prises de position politique adoptées par le Congrès à la fin de ses travaux. La première comporte la définition de l'attitude des organisations représentées au Congrès à l'égard de ce qu'on a voulu appeler « les deux blocs ». Très précisément, le Congrès a estimé que les peuples coloniaux n'avaient qu'un seul ennemi : L'IM-

PERIALISME. Et s'ils doivent être indépendants de tous gouvernements à quelque bloc qu'ils appartiennent, ils se sont refusés à juste raison à mettre sur le même plan : l'impérialisme qui les opprime socialement, économiquement et politiquement, et l'Union Soviétique, pour laquelle chacun peut ou non manifester la plus grande méfiance à l'égard de sa politique qui ne vise pas à libérer les peuples coloniaux, mais à utiliser leur lutte aux fins de ses propres intérêts. La deuxième position est celle que doivent prendre les peuples coloniaux à l'égard d'une troisième guerre mondiale. Encore une fois, la résolution a le mérite de poser clairement le problème, dans ce sens que les peuples coloniaux déclarent : 1^o qu'ils ne sont pas pour n'importe quelle paix, mais pour la vic-

toire des Viet-Namiens, des Birmans, des Malais dans leur guerre libératrice contre l'impérialisme ; 2^o que si la troisième guerre éclate, les peuples coloniaux doivent s'efforcer de transformer la guerre impérialiste en guerre civile pour leur libération nationale et sociale.

Ces deux prises de positions indiquent tout l'acquis politique de ce Congrès où les discussions furent quelquefois animées, mais où se manifesta la ferme volonté de construire un puissant front anti-impérialiste des peuples coloniaux. Dans un prochain article, nous analyserons les autres aspects politiques de ce Congrès. Indiquons simplement que les trotskystes ont apporté leur contribution à l'édification du Congrès qui doit vivre et se développer. P. LAMBERT.

BAS LES PATTES DEVANT LA YOUGOSLAVIE

(Suite de la 1^{re} page)

tenir un prix honnête de sa complaisance. Il joue son propre jeu. Profitant de la situation difficile faite à la Yougoslavie par le blocus et les provocations organisées par Staline, M. Truman impose comme ambassadeur à la Yougoslavie GEORGES ALLEN, spécialiste yankee de l'anti-communisme. Ceci donne l'exacte mesure de la sympathie de Truman pour le gouvernement yougoslave et de son intention de lui faire payer très cher les maigres emprunts que la Yougoslavie se trouve dans l'obligation de contracter.

La Yougoslavie a été émise au Conseil de Sécurité. Cette élection assure-t-elle une défense effective à la Yougoslavie? Le Conseil de Sécurité représente sans doute une tribune mondiale d'où elle pourra éclairer les travailleurs sur les menaces et manœuvres dont elle est victime.

Mais en cela seulement réside l'avantage que la Yougoslavie peut en tirer. S'en remettre au jeu diplomatique autour du tapis vert serait une folle illusion.

Plus que jamais sa défense immédiate comme son avenir dépendent des prolétaires américains, anglais, coloniaux, français, italiens, allemands, polonais, russes, des prolétaires du monde entier.

La première tâche est de leur faire comprendre le sens de la lutte de la Yougoslavie pour son indépendance à l'égard de Wall Street comme du Kremlin et la place de cette lutte dans leur propre combat émancipateur. Les ouvriers communistes, encore membres des partis staliniens, ne peuvent pas être les derniers à comprendre cela et à crier : « Bas les Pattes, Monsieur Truman ! »

Bas les Pattes, Maréchal Staline! Bas les pattes devant la Yougoslavie!

Partout il faut faire connaître la vérité sur la Yougoslavie, sur le procès de Budapest. Dans les entreprises, il faut briser la conspiration du silence organisé par la direction cégétiste, démasquer la mauvaise foi des dirigeants qui s'opposent à la constitution des délégations ouvrières, des Commissions ouvrières d'enquête sur la véritable situation en Yougoslavie. Il faut constituer ces délégations qui, outre leur mission d'information, apporteront aux ouvriers et paysans peuplés yougoslaves le témoignage qu'ils ne sont pas seuls, que l'impérialisme prolétarien est vivant, et par ce témoignage ils leur donneront l'encouragement le plus précieux.

GRÈVES AUX U.S.A.

DEPUIS plusieurs semaines se poursuit la grève des travailleurs des aciéries des Etats-Unis. Parallèlement se déroule une grève chez les mineurs.

En ce qui concerne les travailleurs des aciéries, la grève a pour objet non une question de salaires, mais de sécurité sociale. L'administration gouvernementale, par les atermoiements de ses Commissions, avait tout fait pour étouffer le mouvement avant qu'il ne se déclenche. A présent, elle se montre très réservée. Son attitude sert le patronat qui, soucieux des manifestations de crise économique en développement, a dans une grande mesure, provoqué les ouvriers à la grève.

Le prolétariat américain n'a pris conscience de sa force de classe que depuis une quinzaine d'années. L'approche de la crise va accroître sa conscience. La grève des aciéries peut donc avoir une grande portée.

OU VA LA YOUGOSLAVIE ? (II)

De la défense passive...

De juillet 1948 au début de 1949, pendant plus de six mois, les dirigeants du P.C.Y. tentèrent de SE DÉFENDRE des accusations formulées par la Résolution du Kominform : opportunisme, tendances pro-kouk, ultragauchisme, nationalisme, etc... Ils ne polémièrent qu'avec les marionnettes du Kominform et en appelèrent à l'arbitrage de Staline « nul informé » par le Bureau d'Information. Il fallut six mois d'attaques féroces du Kremlin pour que les dirigeants du P.C.Y. passent de la défense passive à un début de clarification. Ce furent d'abord de timides allusions à une certaine COMPLICITÉ des dirigeants russes avec le Bureau d'Information. En même temps, ils revendiquaient l'ÉGALITÉ ENTRE LES PARTIS COMMUNISTES ET demandaient que le « PRINCIPE DE VÉRITÉ » passe avant le « PRINCIPE D'AUTORITÉ », revendication irrécusablement opposée avec le stalinisme. Au mois d'avril 1949, le Congrès du Front Populaire de Yougoslavie se déroula encore principalement sous le signe de la défensive contre les calomnies.

Cependant Staline s'impatiente. La campagne anti-yougoslave s'intensifie constamment nourrie de faux bruits, d'injures, de calomnies de plus en plus monstrueux.

... à la clarification idéologique

Les dirigeants yougoslaves doivent se résigner à répondre et à mettre en cause les dirigeants RUSSES eux-mêmes.

Le plus remarquable, c'est de constater que le P.C.Y. a dû — et a su — aborder une série de problèmes non pas à la façon manœuvrière et empirique de stalinisme, mais en se plaçant sur le TERRAIN DE LA THÉORIE. Face aux attaques sans principe

déclenchées par Moscou, IL S'EST TROUVÉ CONTRAINT DE RECONSTRUIRE CERTAINS FRAGMENTS DU LENINISME.

Ainsi de la question nationale : la première riposte cohérente du P.C.Y. a été possible que sur la base des conceptions LENINISTES du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, du droit d'égalité entre tous les pays. L'agitation menée sur ce point par le P.C.Y. est justifiée et salutaire.

Parti de là, le P.C.Y. est allé bien plus avant. Chaque aggravation de l'offensive de Staline accentue SON RETOUR A LENINE.

Dans les derniers mois, il riposta au blocus économique et diplomatique, au procès de Budapest, aux menaces militaires par la clarification idéologique sur une série de questions de grande importance.

Son premier pas fut de dénoncer les dirigeants de l'U.R.S.S. — « certains dirigeants » selon l'expression habituelle — d'être les initiateurs et les organisateurs de la campagne anti-yougoslave.

Cela l'amena à énoncer :

1^o que les dirigeants des Partis Communistes liés à Moscou ne sont pas libres, mais ce sont des instruments « soumis au service de renseignements soviétiques qui les dominent et qui leur dicte la ligne politique » (M. Pijade).

2^o que les mêmes partis sont tenus à résoudre les problèmes « exclusivement du point de vue des intérêts de l'Union Soviétique, plus exactement du point de vue de l'entente de celle-ci avec les impérialistes », et non du point de vue du mouvement ouvrier international dans son ensemble et dans chaque pays en particulier. « Vouskonnovitch-Tempo dans la Bourse du 12 septembre », et non du point de vue de la dégradation de l'U.R.S.S. Dis maintenant, d'ailleurs, les dirigeants

yougoslaves soulignent certaines manifestations de cette dégradation :

1^o Dans le Parti Communiste Russe, la DEMOCRATIE a été étouffée. Depuis 10 ans, contrairement aux Statuts, son Congrès n'a pas été réuni, et c'est d'ailleurs les membres du P.C. (5) de l'U.R.S.S. n'ont pas encore eu l'occasion d'exprimer leur opinion sur les événements si importants que l'Union Soviétique a connus durant plus de dix ans, depuis le dernier Congrès, pas plus qu'il élit la direction centrale où ont été effectués certains changements depuis le XIII^e Congrès jusqu'à aujourd'hui par voie de cooptation ou de destitution » (Pijade).

2^o En U.R.S.S., les inégalités sociales sont très grandes. L'échelle des salaires est de 1 à 20 contre 1 à 4 en Yougoslavie.

La lutte de classe et la bureaucratie

Sur le rôle révolutionnaire du prolétariat, la clarification a aussi progressé : Les dirigeants russes ont une analyse « directement contre-révolutionnaire » du rôle du prolétariat et de l'Armée Rouge lorsqu'il exploite que les P.C. de France, de Belgique et d'Italie n'ont pas pris le pouvoir au lendemain de la guerre, à cause « de l'élection de l'Armée Rouge » (Vouskonnovitch-Tempo).

Et Tito précisait : « Il est connu une autre erreur, énonçant la conception du rôle révolutionnaire exclusivement réservé à l'Armée Rouge, ce qui, en réalité, signifiait la démission des forces révolutionnaires d'attente qui existent dans chaque peuple, dans chaque classe sociale. Chaque classe ouvrière est capable de lutter et de conquérir un nouvel ordre social. » Les dirigeants du P.C.Y. mettent là le doigt sur l'une des plus fondamentales falsifications du marxisme opérées par la bureaucratie stalinienne.

Il s'ajoutent d'ailleurs (voir La Vérité 240) que, par les accords de Yalta, la diplomatie soviétique a livré le peuple grec à l'Angleterre et tenté de partager avec l'impérialisme l'influence sur la Yougoslavie.

Il ne faut pas chercher ailleurs la responsabilité de la défaite du prolétariat grec. Sur ce point, il faut se référer à la Vérité 240 (A suivre) F. B.

SUR LE FRONT OUVRIER

ORGANISEZ ET IMPOSEZ L'UNITÉ D'ACTION

(Suite de la page 1)

l'unité syndicale se réalisent effectivement.

« Pas avec Frachon, il obéit au Kremlin. » Frachon dit: « Pas avec Jouhaux, il sert les intérêts des ministres socialistes qui eux-mêmes défendent la bourgeoisie et les préparatifs de guerre américaine. » Le malheur, c'est qu'ils ont raison tous les deux. Seulement il n'est pas la question et la poser ainsi ne sert qu'à donner aux dirigeants de la C. F. T. C., dont les relations M.R.P. ne sont pas un secret, des profits du rôle d'arbitre et surtout à maintenir la division ouvrière. Pour réaliser l'unité d'action, il n'y a pas besoin d'être d'accord sur tout, mais seulement sur l'action à entreprendre. Si les chefs veulent vraiment réunir leurs organisations dans la lutte, il suffit qu'ils soient d'accord pour la défense de quelques intérêts ouvriers essentiels: une augmentation égale pour tous, la lutte contre le chômage par le partage des heures de travail entre tous les salariés, sans diminution de salaire, un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile. Soit dit en passant, les salafites ont hâte à la division quand nous faisons ces mots d'ordre en avant et aujourd'hui, ils les représentent, tant mieux, car ils ont une base réelle pour l'unité d'action. Des travailleurs sont dans des organisations dirigées par les réformistes, d'autres dans des organisations dirigées par les staliniens. On doit le regretter et combattre de tels dirigeants. Mais, si on veut sincèrement l'unité d'action, il faut tenir compte de ce fait et s'entendre, sur un programme ouvrier minimum, avec ces dirigeants, sinon les actes sont en contradiction avec les paroles.

Rendre la parole aux travailleurs

Mais, cette question soulevée par la nécessité de l'unité d'action épuise pas tout le problème. En effet, l'accord entre toutes les organisations syndicales ne sera encore qu'un accord entre une partie de la classe ouvrière. Car la scission et la politique de tous les dirigeants menant d'échec en échec, a eu comme résultat que le nombre des inorganisés est plus grand que celui des syndiqués aux diverses centrales.

Il est vrai que l'appel commun à l'action des grandes organisations entraînerait bien plus que leurs adhérents. Une telle campagne commune pour des revendications justes entraînerait la grande masse des travailleurs, sa quasi-unanimité et c'est bien pour cela que nous sommes pour l'unité d'action.

Seulement, le nombre ne règle pas tout. L'enthousiasme, la confiance dans les chefs sont aussi indispensables. Le moral est à la base de la cohésion et de la force. Or, si les travailleurs veulent eux-mêmes stopper les attaques patronales, ce qui précéderait les freins, n'est pas seulement leur division, mais aussi la méfiance dans ceux qui dirigent et qui depuis des années ne cessent d'organiser des défaites. Ils se demandent: où traquent-ils? Quelle manœuvre gouvernementale ou diplomatique va-t-elle servir? Ne va-t-on pas à nouveau nous dire de faire la pause ou de savoir terminer une grève ou un moment?

Donner la possibilité à tous les travailleurs de décider eux-mêmes de ce qu'ils veulent, de moyen à utiliser, de qui les dirigera et sous le contrôle de qui, devient ainsi un problème essentiel pour qui veut réellement ressouder les rangs ouvriers. Car la force du Front Unique ne viendra pas de la force des appareils des permanents, mais dans le bureau du sommet de la pyramide hiérarchique.

Le Front Unique ne peut se souder solidement que si ces cartels sont constitués par des délégués élus par les travailleurs eux-mêmes. S'ils les élisent parmi eux, dans chaque équipe ou chaque atelier, ils pourront eux-mêmes délégués défendent réellement ce qu'ils veulent, s'ils le font sans arrêt sous leur contrôle et peuvent les changer quand ils considèrent que c'est nécessaire, alors ils auront leur direction. Cette démocratie ouvrière directe est celle de la Commune de Paris et des Soviets Russes du temps de Lénine et Trotsky. On n'en a pas encore découvert de meilleure.

Si les chefs sont persuadés que leur politique, leur programme, leur but sont les meilleurs pour les intérêts ou-

viens, que risquent-ils à les faire adopter démocratiquement? Les travailleurs reconnaîtront les leurs dans l'action. Thorez n'a-t-il oublié que son autocratie du Front Populaire fut de s'être contenté d'accords de sommets?

Front Unique solide de la base au sommet, s'appuyant sur des Comités ou Cartels d'Unité d'Action élus par tous les travailleurs et révocables à chaque instant. « Seuls les traités ont pour du peuple »!

Regrouper l'opposition ouvrière

Ce Front Unique véritable, basé sur la démocratie ouvrière, il faut l'imposer sans attendre le bon vouloir des permanents.

Nombreux sont aujourd'hui les ouvriers d'avant-garde qui ont compris que les dirigeants actuels conduiraient non à la révolution, mais à la défaite pour les besoins des ministres S.F. ou des diplomates du Kremlin. Ils ont compris qu'il ne faut pas attendre pour imposer le Front Unique que les chefs jugent que cela correspond aux besoins de leurs manœuvres. Ils ont attendu trop longtemps l'ordre de grève générale pendant la bataille des ministres, pour ne pas l'imposer.

Seulement, leur volonté révolutionnaire est inefficace, car ils sont isolés les uns des autres et sans moyen d'expression.

Ils veulent la démocratie ouvrière, la lutte véritable contre les attaques patronales et la préparation d'une contre-offensive ouvrière pour donner le pouvoir aux travailleurs. Mais ils le veulent isolément. S'ils se réunissaient, s'ils s'exprimaient ensemble, nul doute que leur influence dans la classe ouvrière deviendrait très grande pour le bien de la lutte pour les revendications et pour la Révolution.

Déjà, dans les conditions propres du Syndicat National des Instituteurs, la tendance de « l'Ecole Emancipée » a prouvé qu'un tel regroupement est possible et fructueux. Chez les Cheminots, il s'esquisse. Dans des usines, il existe parfois des groupes d'oppositionnels se constituent, rassemblant des syndiqués de toutes centrales et inorganisés. Ce mouvement doit s'étendre et s'unifier par corporation, par localité et nationalement, non pour créer une nouvelle unité d'action — il n'y a rien de déjà fait — mais pour créer une forte tendance syndicale révolutionnaire présente dans tous les Syndicats et s'unissant avec les inorganisés, dégoûtés des chefs actuels.

Une telle tendance pourra jouer un rôle décisif pour conduire les combats revendicatifs à la victoire, pour préparer de grands combats de demain, pour réunifier les Syndicats, grâce à un programme ouvrier et à la démocratie véritable. Tout de suite, son rôle serait immense dans les entreprises, les corporations et nationales, pour organiser et imposer l'Unité d'Action de tous les travailleurs.

BIDAULT-LA-MISÈRE

(Suite de la 1^{re} page)

savoir ce qu'il pourrait être. La majorité à la Chambre? « Celle que le mouvement des masses peut contribuer à dégrader » en faisant pression sur le Parlement, répond Thorez au Vél d'Hiv'. S'il s'agit de refaire le coup de Prague, il faudra repasser, car la police et les tanks qui étaient devant les portes de Gotwald seraient cette fois contre Thorez. Si ce n'est pas cela, alors que signifient les formules de Thorez?

Rien d'autre que ceci: Thorez ne veut pas, ne peut pas appeler les travailleurs à la lutte contre le régime de la bourgeoisie. Car si la Révolution, suivant la formule d'Engels, est contre la bourgeoisie l'acte le plus autoritaire qu'il soit, elle est pour les travailleurs libérés. Liberté, parce qu'ils discutent librement dans leurs Conseils (ou Soviets), liberté parce qu'ils peuvent contrôler à chaque instant leurs élus, liberté parce qu'ils ont les armes et ne les rendent pas. Or Thorez qui, pour maintenir la discipline dans son propre Parti doit mentir, coloniser et exclure, sait bien que l'élan des masses hâte les barrières bureaucratiques. Ainsi, il faut à Bidauld, mais une bonne petite « pression » pour obliger le Parlement à nommer un gouvernement Thorez. Avec le lendemain pour les travailleurs « rendre les armes » et « produire d'abord ».

Cela signifie qu'il faut en finir avec les exclusives lancées contre les autres organisations ouvrières, celles de F.O. contre la C.G.T., celles de la C.G.T. contre F.O.

Cela signifie, plus encore, que l'unité d'action ne doit pas être un simple mot, mais qu'elle doit être avant tout l'unité à l'atelier, à l'entreprise, de tous les travailleurs organisés et inorganisés, décidant librement de l'action à entreprendre et des formes de cette action. Ceux qui décident? Ce doit être ceux qui luttent.

C'est la tâche des travailleurs d'avant-garde de s'organiser pour faire triompher ces méthodes.

Ainsi les luttes partielles d'aujourd'hui peuvent préparer victorieusement l'offensive de demain.

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

Les raisons et les leçons d'une défaite

La liquidation des entreprises aéronautiques (II)

Tranquilliser, le gouvernement lire ses plans. Il nomme ses Commissions d'enquête (Poullenc), « démissionne » ses administrateurs (Potez), coupe les vivres aux Sociétés (plusieurs fois la paye ne peut être effectuée à la date légale), bref, combat le pire des irrégularités et même des illégalités que le pire patron de combat n'oserait ou ne pourrait réaliser.

Puis il décide de lâter le terrain. Passay, Directeur de la S.N.C.A.N.-Ismay (comme d'ailleurs par Tillon), a une vieille expérience des licenciements: il en a déjà effectué 700 entre 1946 et 1947. C'est lui qui est prêt pour lock-out, le 18 mai 1949, 700 ouvriers dont 230 sous forme de sanctions.

Et les flics de Moch occupent l'usine.

Les dirigeants ouvriers vont-ils enfin organiser le combat? Vont-ils appeler tous les travailleurs de l'aéronautique à soutenir la lutte de leurs camarades de la S.N.C.A.N.? Dans chaque usine, tous se sentent visés. Va-t-on agir?

Mais non! Une fois de plus on « proteste ». Pas tout à fait de la même façon que l'année précédente, car l'axe essentiel de la politique du P.C.F. a changé entre-temps: ce n'est plus de défendre « l'industrie française », mais la Paix.

Thorez trace la nouvelle ligne. Non qu'il s'agisse d'un changement radical, mais plutôt d'une « adaptation » aux besoins tactiques du Kremlin.

« Nous avons besoin d'une aviation, nous avons besoin d'aéromoteurs. Nous devons attendre que nous soyons au service de la Paix. Celle-ci pourrait d'ailleurs permettre, le cas échéant, si la situation l'exigeait et si les conditions d'une véritable défense nationale étaient données, de produire rapidement tous les armements nécessaires à la défense de la France » (6 février 1949).

Les lock-outs de la S.N.C.A.N. vont-ils être sauvés grâce à cette nouvelle orientation?

Pas davantage.

Un « Comité d'Initiative pour la Sauvegarde de l'Aviation » est constitué. Celui-ci ne prendra pas pour programme la grande lutte de nos camarades de la S.N.C.A.N. des ailes françaises, mais simplement le maintien du potentiel de l'industrie grâce à la reconversion. Dans ce Comité, l'unité est réalisée: tout le monde est là: C.G.T., F.O., C.F.T.C., cadres, etc... Tout serait donc pour le mieux! Mais... tous les dirigeants se sont réunis à leur tour non rien faire ou plutôt si. Ils décident l'édiction d'un « Livre blanc » mensuel d'information et des délégations au Parlement!

Qu'importe que la S.N.C.A.N. reste fermée, puisque la population sera informée qu'il faut en finir avec les fabrications de guerre! Peu importe d'ailleurs que ces prototypes meilleurs aient été mis en chantier deux ou trois ans plus tôt par le camarade Tillon, aujourd'hui vaillant « combattant de la Paix »!

Pour les lock-outs d'Istres-Moulineux l'U.S. des métaux de la Seine se bornera au classique et inefficace appel à la solidarité par collecte et pétition.

Eh bien! par ce premier succès, le gouvernement accentue son action.

On parle d'éclatement de la S.N.E.C.M.A. La C.G.T. multiplie les conférences nationales, les réunions de cadres, proteste, exige la reconversion, mais laisse les travailleurs se débattre une par une avec ses propres difficultés. Chaque entreprise fait ses propres débrayages, ses dégringolades dans les mines, les usines ou à la Chambre. Cette, cela permet de maintenir une agitation constante contre le Plan Marshall et le Pacte Atlantique, mais à cette lutte inséparable et stérile, les travailleurs s'épuisent.

Le 15 juin, Remadier décide de fermer les usines de la Société de Centre (S.N.C.A.C.). Cette décision frappe 7.000 travailleurs.

Immédiatement, ceux-ci débrayent et occupent les locaux.

Un espoir naît: le Syndicat des Métaux lance un appel à l'Union! Mais il ne s'agit pas d'engager un combat décisif, général, mais seulement de constituer trois juges et bien insuffisants: Liez-vous à la population!

Pourtant, toujours sur la brèche, les grévistes de la S.N.C.A.C. promènent leurs tracteurs dans les rues de Colombes.

Mais tous les délégués, tous les dirigeants de la Chambre de Tillon ou de Marty seront évidemment vaincus.

Pourtant de nombreux débrayages limités dans les autres entreprises montent qu'il est toujours possible — comme nos camarades ne cessent de l'expliquer — de coordonner et de généraliser le combat, seul moyen de faire reculer le gouvernement ou les patrons privés qui eux aussi, sont mis à licencier (Morane-Saulnier, S.I.P.A., etc...).

Le gouvernement sent le danger. Il accorde un suris à la S.N.C.A.C. jusqu'au 1^{er} juillet 1949. Les ateliers seront ensuite fermés pour les congés annuels.

Le gouvernement compte ainsi gagner le mois de juillet, nos des vacances — pour réaliser impunément son opération.

La manœuvre est claire.

(à suivre) L. BRADIER.

CHEZ CHENARD LE PATRON A DU CÉDER mais les revendications d'ensemble n'ont pas été arrachées

Dans toute la presse « communiste française » des articles ont paru sur la victoire de chez Chenard. Au travers de ce combat, cette même presse a d'ailleurs tenté de lier cette grève à la lettre de « Benoit Frachon aux Ouvriers de chez Chenard », lettre bien connue qui marqua l'hostilité de la direction confédérale à la grève générale lors de la grève des mineurs en 1948.

Cette lettre sera, aux dires de cette même presse, l'instrument qui a guidé l'action de nos camarades. Devant cet amalgame, il faut rétablir les faits.

Nos camarades ont débrayé sur une revendication juste: pas de baisse des temps, formé dégringolade de diminution de salaire. Et l'esprit, qu'à la suite de cette revendication que les directions syndicales ont ajoutée, ceci directement à leur tactique de grève partielle, les 15 francs, la prime de vacances, les 40 heures payées 48 heures.

Après 29 jours de grève, nos camarades ont repris le travail.

Qu'ont-ils obtenu?

1° Un protocole d'accord sur les temps qui ne seront pas baissés et une garantie de boni (20 %).

2° Pas de sanctions.

3° Une avance de 2.000 francs pour octobre que l'on peut aujourd'hui considérer comme acquise.

Que démontrent ces résultats?

1° Que contre toute attente du patron, les travailleurs peuvent et doivent riposter.

Au bout du deuxième jour de combat, la direction Chausson a utilisé toutes les manœuvres (licenciements, lock-outs).

Nos camarades ont obtenu un VICTOIRE INCONTABLE le patron a dû céder sur les temps et donner 2.000 francs d'indemnité d'attente.

Mais en dépit de 29 jours de grève, il n'a été impossible d'arracher le minimum vital: les 40 heures payées 48 heures, c'est-à-dire les revendications d'ensemble de la classe ouvrière. Ceci démontre que les ouvriers peuvent faire échec aux provocations des patrons, dans la mesure où l'unité d'action est réalisée et où la solidarité est maintenue (ce qui fut le cas pour Chenard).

Mais ceci démontre aussi qu'est seulement un combat d'ensemble de tous les travailleurs qui peut arracher les revendications qui sont communes à tous les ouvriers.

Les mineurs n'ont pu, seuls, vaincre les forces patronales coalisées à l'Etat bourgeois.

Les travailleurs de chez Chenard n'ont pu arracher aucune augmentation sur le salaire de base, malgré 29 jours de grève.

La lettre de Benoit Frachon n'a pas permis aux mineurs, pas plus qu'à aucun travailleur, d'avoir satisfactions.

Au contraire, la tactique des grèves partielles, est la tactique des revendications d'ensemble, est à l'origine de toutes les défaites subies par la classe ouvrière depuis 1947.

Plus qu'un jamais nous devons dire: — Contre les attaques patronales, il est possible de combattre et de triompher. Au travers de ces luttes, le renforcement de l'action ouvrière, la préparation des combats d'ensemble qui peuvent seuls faire aboutir toutes nos revendications.

RABCOR.

700 LICENCIEMENTS A LA BOURSE

Après notre grève, pour la reprise du travail, les patrons nous avaient promis pour juillet une prime de vacances. En fait de prime, ce sont des licenciements qui nous ont été distribués, 700 pour 7.000 employés, et nos Syndicats F.O., C.G.T., C.F.T.C. ne savent plus que faire. Cependant nos Conventions collectives toujours en vigueur permettent aux salariés ayant plus de 5 ans de maison d'être préservés (une indemnité d'un mois par année de corporation), mais rien ne préserve ceux qui n'ont que 3 ou 4 ans de maison, c'est pourquoi notre groupe « Unité Syndicale » réclame pour ceux-ci le remboursement intégral des versements à la caisse de retraite et le remboursement de ceux-ci par le patron, afin que cette dernière ne soit pas défective, ainsi que la mise avec une retraite vraiment décente des vieux employés ayant plus de 55 ans.

Comment fonctionne la démocratie au syndicat C. G. T. (Gaz, Électricité)

Au cours d'une réunion générale du Syndicat Gaz-Électricité (C.G.T.), un camarade a posé la question de la hiérarchie de nos aires et a demandé un vote, le Président de séance passa sur la question. Devant un rappel violent de la part de notre camarade, le Président préféra lever la séance plutôt que de laisser le vote se faire, malgré la volonté de notre camarade et des ouvriers présents dans la salle.

RABCOR.

Une centrale syndicale gaulliste

Une nouvelle centrale syndicale est née. Elle s'intitule « Confédération du Travail Indépendante ».

Les noms des personnalités ayant tenu sur les fonds baptismaux la nouvelle centrale sont suffisamment éloquentes pour qu'il n'existe aucun doute sur la nature de l'« indépendance » de la nouvelle centrale.

Au Congrès constitutif étaient présents: Stulpice Douzet (R.P.F.) qui devenait Secrétaire de la nouvelle centrale; Paisal, ex-disciple de Doriot, légionnaire, ex-Secrétaire du Syndicat officiel du Métro sous Vichy, sans oublier Belin, ex-ministre du Travail sous Vichy, père de la Charte du Travail, etc...

Comme on le voit, une belle brochette d'agents stipendiés du capital, prêts à toutes les besognes. L'« indépendance » dont se réclame la nouvelle Centrale, c'est l'indépendance vis-à-vis des intérêts ouvriers, la dépendance des plus étroites vis-à-vis des capitalistes.

Le R.P.F. semble avoir modifié sa tactique d'infiltration dans les Centrales déjà constituées. Les organes de presse du R.P.F. accueillent avec sympathie la nouvelle Centrale. Ils recommandent aux gaullistes de s'y rallier. Ils croient le temps venu de constituer leur propre centrale syndicale. En effet, le programme mis en avant prône l'association capital-travail, la réduction des charges sociales, c'est-à-dire la liquidation de la Sécurité Sociale, la réforme des entreprises nationalisées, points qui constituent tout le répertoire « social » du Grand Charles.

Nous ne pouvons rester indifférents à la constitution de cette nouvelle Centrale et nous contenter de lever simplement les épaules. Son but est de paralyser toute action ouvrière et par là de travailler à la prise du pouvoir par de Gaulle, qui signifierait la destruction du syndicalisme, la surexploitation et la répression anti-ouvrière.

Dès maintenant, les Centrales syndicales ouvrières doivent réaliser le front unique contre la Centrale gaulliste, car c'est en fonction de la division ouvrière que les gaullistes pourront s'introduire dans la classe ouvrière.

Les Centrales ouvrières doivent lancer d'un coup un accord le mot d'ordre: PAS DE SYNDICALISME GAULLISTE. Elles doivent organiser la lutte idéologique mais aussi physique dans les entreprises contre le gaullisme. Si les Centrales ouvrières se refusent à réaliser sur ce point le front unique, ou si elles n'organisent pas une lutte réelle contre la nouvelle Centrale, les militants ouvriers doivent, dans chaque entreprise, se réunir, sans distinction d'appartenance syndicale, pour propulser la lutte réelle contre le gaullisme.

Les destructeurs du mouvement ouvrier ne doivent pas avoir droit de cité dans les rangs de la classe ouvrière.

Stéphane Just.

GREVE dans le textile

60.000 ouvriers du textile se sont mis en grève dans le Nord. Ils réclament une indemnité d'attente mensuelle de 3.000 francs, la hiérarchisation d'une augmentation horaire de 6 fr. 65, une prime de transport et l'indemnisation totale des heures perdues en cas de chômage partiel.

Les frontaliers belges employés dans les entreprises textiles ont également cessé le travail.

L'unité d'action a été réalisée entre tous les travailleurs. La solidarité ouvrière doit être effective pour permettre aux travailleurs du textile de vaincre.

Comment fonctionne la démocratie au syndicat C. G. T. (Gaz, Électricité)

Au cours d'une réunion générale du Syndicat Gaz-Électricité (C.G.T.), un camarade a posé la question de la hiérarchie de nos aires et a demandé un vote, le Président de séance passa sur la question. Devant un rappel violent de la part de notre camarade, le Président préféra lever la séance plutôt que de laisser le vote se faire, malgré la volonté de notre camarade et des ouvriers présents dans la salle.

RABCOR.

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des

RESSOUVER L'UNITÉ DE FRONT

Il faut ressouder l'unité de front des